

Mardi 13 juillet 2010
QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

QUESTION DE MARISOL TOURAINE AU MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITE ET DE LA
FONCTION PUBLIQUE

M. le président. La parole est à Mme Marisol Touraine, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Marisol Touraine. Avant de poser ma question à M. le ministre du travail, je voudrais dire à Mme la garde des sceaux (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*) que ce ne sont pas les socialistes qui demandent l'ouverture d'une instruction par un juge indépendant : ce sont les magistrats eux-mêmes ! Ce ne sont pas seulement les socialistes qui demandent de la transparence et souhaitent que la vérité soit faite sur les questions qui demeurent sans réponse, mais l'ensemble des Français ! Puisqu'il n'y a rien à cacher, puisque vous voulez faire œuvre de pédagogie et d'ouverture, acceptez donc qu'un juge indépendant puisse enquêter. Puisque vous n'avez rien à en redouter, acceptez donc la création d'une commission d'enquête parlementaire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le ministre du travail, nous avons écouté hier soir avec intérêt et stupéfaction les propos sur les retraites du Président de la République (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*), qui a multiplié les approximations et les contrevérités. Il est choquant - je dis bien choquant - d'entendre dire que les socialistes seraient à l'origine, ces dernières semaines, de je ne sais quel complot avec les médias, ayant pour but de leur éviter de discuter du dossier des retraites. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

En réalité, les socialistes ont fait des propositions il y a déjà plusieurs semaines, dont vous avez systématiquement refusé de débattre. La vérité, c'est que vous voulez imposer votre réforme, votre voie unique. La vérité, c'est que vous avez peur d'ouvrir devant les Français un débat contradictoire, parce que votre réforme est injuste, imprévoyante et inefficace. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Le Président de la République a même osé dire que ceux qui avaient commencé à travailler très tôt devaient admettre l'effort imposé, sans quoi 1,5 million de nos concitoyens seraient privés de pension. C'est un odieux chantage qui veut que ce soient les plus fragiles, les femmes aux carrières précaires, qui soient obligés, demain, de porter le fardeau de vos déficits. Monsieur le ministre, quand nous entendrez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique. Madame la députée, vous faites preuve sur ce sujet d'une agressivité et d'une violence inouïes, et je ne comprends pas pourquoi. Dans les autres pays, l'opposition est capable d'avoir avec le Gouvernement et la majorité un dialogue social et politique respectueux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous ne parlons pas de telle ou telle idéologie, mais d'un système de retraite que nous avons contribué, les uns et les autres, à faire fonctionner depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Ce système très simple est celui de la répartition et de la solidarité entre les générations. Quoi que vous en disiez, lorsqu'on parle de retraites, on parle d'âge, madame la députée. Vous ne voulez pas regarder la réalité en face parce que vous êtes incapables de faire preuve de courage sur cette question, ne serait-ce qu'une seconde. Vous niez totalement la réalité, contrairement à la plupart de vos collègues européens. Pour savoir gouverner, il faut pouvoir regarder les Français dans les yeux (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) et leur proposer une réforme des retraites durable, efficace et juste.

M. Éric Woerth, ministre du travail. Ce ne sont pas vos invectives qui changeront quoi que ce soit : comme nous l'avons dit, nous menons la réforme en procédant à des concertations. Alors que vous étiez prêts à venir discuter avec nous, vous avez brusquement refermé la porte sans que nous comprenions pourquoi : manifestement, il ne peut s'agir que de raisons politiques n'ayant rien à voir avec la question des retraites ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)